

LYON POLICE

Victimes de violences, les policiers ont manifesté leur colère à Lyon

Avant le rendez-vous ministériel du 10 janvier, Unité SGP Police avait appelé à un rassemblement mardi à Lyon.

Champigny-sur-Marne, Aulnay-sous-Bois, Stains, Argenteuil, Douai... Depuis le début de l'année, la liste des policiers agressés en service ne cesse de s'allonger et la colère des forces de l'ordre d'amplifier.

Mardi vers 12 heures, une centaine d'entre eux s'était rassemblée devant l'hôtel de police (Lyon 8^e) à l'appel du syndicat Unité SGP Police auquel s'était joint l'Alternative CFDT Police. Objectif : dénoncer encore et encore ces violences dont les fonctionnaires sont victimes. « Il faut une prise de conscience de la population. On en a marre, on veut rester professionnel. On ne veut pas arriver à une situation qui ne soit plus contrôlable », résume Sébastien Thillet, secrétaire départemental d'Unité SGP Police. « La police doit travailler avec des moyens préventifs et des moyens répressifs. Il faut une justice qui réprime ».

« Nous sommes exaspérés par la violence quotidienne que nous subissons. Depuis vingt ans que je suis policier, je constate que nous sommes de plus en plus insultés, menacés, violents, même dans des petites villes. La justice nous a abandonnés depuis longtemps. Les voyous se sentent impunis. N'étant pas sanctionnés, ils vont de plus en plus loin », témoigne dans un mail Pierre Mallet, délégué interdépartemental d'Alternative Police. Hier, les policiers ont reçu le soutien de SUD Sdis69 qui, la veille, à Lyon, avait mobilisé les pompiers pour des motifs identiques. « La souffrance de la police est un cran au-dessus de la nôtre. Nous pompiers, nous ne voulons pas en arriver là. Face aux violences, nous prônons la tolérance zéro », rappelle Rémi Chabbouh. Aujourd'hui mercredi, les représentants des syndicats de police seront reçus à Paris par leur ministre de tutelle Gérard Collomb.

CH. M



■ Rassemblement devant l'hôtel de police à l'appel d'Unité SGP Police. Photo C MORANDI

À Saint-Etienne dix policiers blessés lors d'une course-poursuite

Un Stéphanois de 30 ans a foncé sur les policiers, lundi soir, pour échapper à un contrôle routier. Il les a ensuite entraînés dans une course-poursuite de deux kilomètres vers les hauteurs de Saint-Etienne. Bilan : dix policiers blessés, quatre voitures, dont trois de la police, accidentées, le trentenaire interpellé et son passager échappé dans la nature. Le conducteur est on ne peut plus connu des forces de l'ordre. Il n'a pas attendu d'être majeur pour avoir affaire à la justice, et, il y a près de dix ans, il était interpellé pour une série de cambriolages. Le service des stupéfiants, aussi le connaît bien. Arrêté à de nombreuses reprises, il a connu la détention. Il

devrait la connaître à nouveau, au moins en attendant son procès. Ce lundi, il circulait avec une autre personne dans une BMW Série 5. Et il y avait une arme dans l'habitacle, *a priori* un Kalachnikov. La vitre passager était baissée, ce qui peut laisser envisager qu'il on s'apprêtait à faire feu. Pour l'instant, la PJ, qui a été saisie de l'enquête, ne se perd pas en conjectures, mais se concentre sur la garde à vue du conducteur et sur la trace du fuyard.

Tous les policiers ont été blessés lors des chocs avec la BMW. Un des fonctionnaires est même en arrêt de travail pour une semaine à la suite de cette interpellation en forme de rodéo.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES POLITIQUE

La "préférence régionale" mise à mal à l'hôtel de Région

La Région – dont le tribunal administratif de Lyon a annulé le 13 décembre la délibération sur l'application de la clause Molière – se sentirait-elle libérée de toute contrainte vis-à-vis de la présence d'ouvriers étrangers sur ses propres chantiers ? « Pas du tout », a précisé hier au *Progrès* le cabinet du président du conseil régional, Laurent Wauquiez. Cette fameuse clause Molière visait à interdire aux sociétés sollicitées par la Région de faire travailler du personnel étranger ne maîtrisant pas le français.

Or, hier après-midi, dans l'équipe d'ouvriers missionnés pour préparer le grand hall de l'hôtel de Région où sont attendues ce soir entre 1 500 et 1 800 personnes pour les vœux du président Laurent Wauquiez, il y avait des ouvriers roumains – dont certains, avons-nous pu le constater, parlaient

bien français, d'autres manifestement pas – et qui plus est, étaient venus de Paris : « pour une mission de quelques jours », devant repartir vendredi. Ce qui, au niveau de la préférence régionale fortement revendiquée par l'exécutif régional fait également un peu désordre. L'entourage de Laurent Wauquiez a indiqué au *Progrès* « avoir vérifié ce matin même [mardi, ndlr] : à notre connaissance, il n'y avait pas d'ouvriers étrangers ne parlant pas français » mais reconnaissait « qu'il pouvait y avoir une faille avec les sous-traitants de GL Événements », en charge du chantier. Contacté hier soir, GL Événements a confirmé la présence d'ouvriers roumains chez ses sous-traitants mais précise que « ce sont des salariés de sociétés françaises sous contrat de travail français et qui, tous, savent parler français ».

Michel Rivet-Paturel

LYON

Manifestation samedi pour la régularisation des sans-papiers

Le collectif Amphi Z Solidaires appelle à manifester samedi 13 janvier devant les locaux de la Métropole. Ce collectif s'est fait connaître en réquisitionnant un immeuble le 13 décembre à Villeurbanne. L'objectif était alors d'offrir un toit à des personnes sans domicile, dont une cinquantaine de migrants hébergés dans un amphithéâtre de Lyon-2 à Bron durant trois semaines, avant d'être sommés de quitter les lieux.

Plusieurs revendications motivent la manifestation, dont « la régularisation de tous les sans-papiers hébergés 12 rue Baudin, ainsi que l'annulation de leurs obligations de quitter le territoire français ». Le collectif Amphi Z Solidaires qui précise avoir mis à l'abri une centaine de personnes au total, demande, par ailleurs, « une prise en charge immédiate des mineurs isolés » comprenant leur scolarisation. Plus globalement, ces soutiens aux migrants réclament « l'abandon du projet de loi Collomb sur l'immigration » et défendent « le droit au logement pour tous » avec réquisition des logements vides.

La Métropole de Lyon est concernée à double titre puisqu'elle est en train d'acquérir le 12 rue Baudin réquisitionné pour y bâtir le futur collège de Cusset. D'autre part, la protection des mineurs non accompagnés relève de sa compétence.

D. Menvielle

PRATIQUE Manifestation samedi 13 janvier à 11 heures devant la Métropole, 20 rue du Lac, Lyon 3^e